

N° DP 25/185

DECISION DU PRESIDENT

ATTRIBUTION DE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2025 - COMITE DEPARTEMENTAL D'EDUCATION POUR LA SANTE DU VAR - PROGRAMME "ORMA" DANS 4 ECOLES SITUEES SUR LE TERRITOIRE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - 9 000 EUROS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole « Toulon Provence Méditerranée »,

VU la délibération n° 23/05/075 du 4 mai 2023 portant élection du Président,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU l'avis favorable de la Commission Attractivité Economique et Développement Numérique du jeudi 6 février 2025 pour l'attribution d'une subvention de 9 000 euros dans le cadre du programme « ORMA » dans 4 écoles situées sur le territoire de TPM en 2025 au Comité Départemental d'Education pour la Santé – VAR (CODES 83),

CONSIDERANT la demande de subvention du Comité Départemental d'Education pour la Santé – VAR de 9 550 euros en 2025 pour la mise en œuvre du programme « ORMA » dans le cadre du parcours de sensibilisation à la santé dans 4 écoles, situées sur le territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, pour un budget prévisionnel total de 27 550 euros,

CONSIDERANT que Le Comité Départemental d'Education à la Santé du Var (CODES 83), implanté depuis 1957 et soutenu par l'Agence Régionale de Santé, est un acteur dont l'expertise est particulièrement reconnue dans ses actions de formation et de sensibilisation à la santé, dans toutes ses dimensions,

CONSIDERANT que le Comité Départemental d'Education pour la Santé – VAR met en œuvre la politique de santé publique et des actions de promotion de la santé auprès des professionnels, des institutions et des publics cibles de l'ensemble du territoire varois. Le CODES 83 travaille en lien avec le Comité Régional d'Education à la Santé (CRES PACA), ainsi qu'avec les autres CODES de la Région,

CONSIDERANT que plusieurs programmes qui forment les professionnels à l'équilibre nutritionnel, au gaspillage alimentaire, et à la redécouverte du goût sont destinés au public scolaire et périscolaire, dont « ORMA » qui sensibilise les jeunes à la santé, à la nutrition et à l'environnement,

CONSIDERANT le programme de sensibilisation du public jeune et de leurs encadrants aux questions de nutrition et de santé environnementale, intitulé « ORMA », mis en place par le CODES 83, avec le soutien de l'ARS depuis 2015,

CONSIDERANT que ce programme vise à développer les habitudes de vie des enfants et des jeunes à travers un travail de santé participative : l'alimentation durable, le potager, le compost, l'impact du plastique sur l'environnement, l'eau, l'écomobilité, les risques auditifs et la pollution sonore,

CONSIDERANT la reconnaissance officielle du Projet Alimentaire de Territoire de Niveau 2, par le Ministère de l'Agriculture, piloté par la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, depuis le 24 mars 2024,

CONSIDERANT que le CODES 83 propose de s'associer au parcours de sensibilisation « En chemin vers l'alimentation durable » mis en place par le PAT TPM à destination des scolaires et qui vise à sensibiliser les enfants « de la graine au compost » sur les thématiques d'agriculture durable, de lutte contre le gaspillage alimentaire, de santé et d'alimentation durable,

CONSIDERANT les actions prévues dans le cadre du programme « ORMA » :

- ✓ 1 réunion préparatoire avec les professionnels, pour présenter le programme et organiser sa mise en place
- ✓ 1 réunion de sensibilisation auprès de ces professionnels
- ✓ 5 séances de santé participative auprès d'un groupe d'enfants
- ✓ 1 temps de valorisation auprès des pairs, afin de partager les informations reçues et/ou les outils réalisés
- ✓ 1 réunion bilan pour clôturer le programme,

CONSIDERANT que le CODES 83 a répondu à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé par la Métropole début janvier proposant de développer l'action « ORMA », dans 4 écoles situées sur le territoire, qui répond aux attentes du parcours de sensibilisation « En chemin vers une alimentation durable » mis en place dans le cadre du Projet Alimentaire de Territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,

CONSIDERANT la convention, ci-annexée,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention, ci-annexée, avec Comité Départemental d'Education pour la Santé – VAR en vue de l'attribution d'une subvention de 9 000 euros (neuf mille euros), soit 32,66 % maximum du coût total du programme « ORMA » réalisé dans 3 écoles situées sur le territoire métropolitain, pour l'année 2025.

ARTICLE 2

DE DIRE que le montant sera revu en fonction des dépenses effectivement réalisées selon les modalités de calcul prévues à l'article 5 de la convention sans dépasser le montant maximum ci-dessus attribué.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025 : article 65748 – opération 1147- fonction 6312.

La présente Décision sera

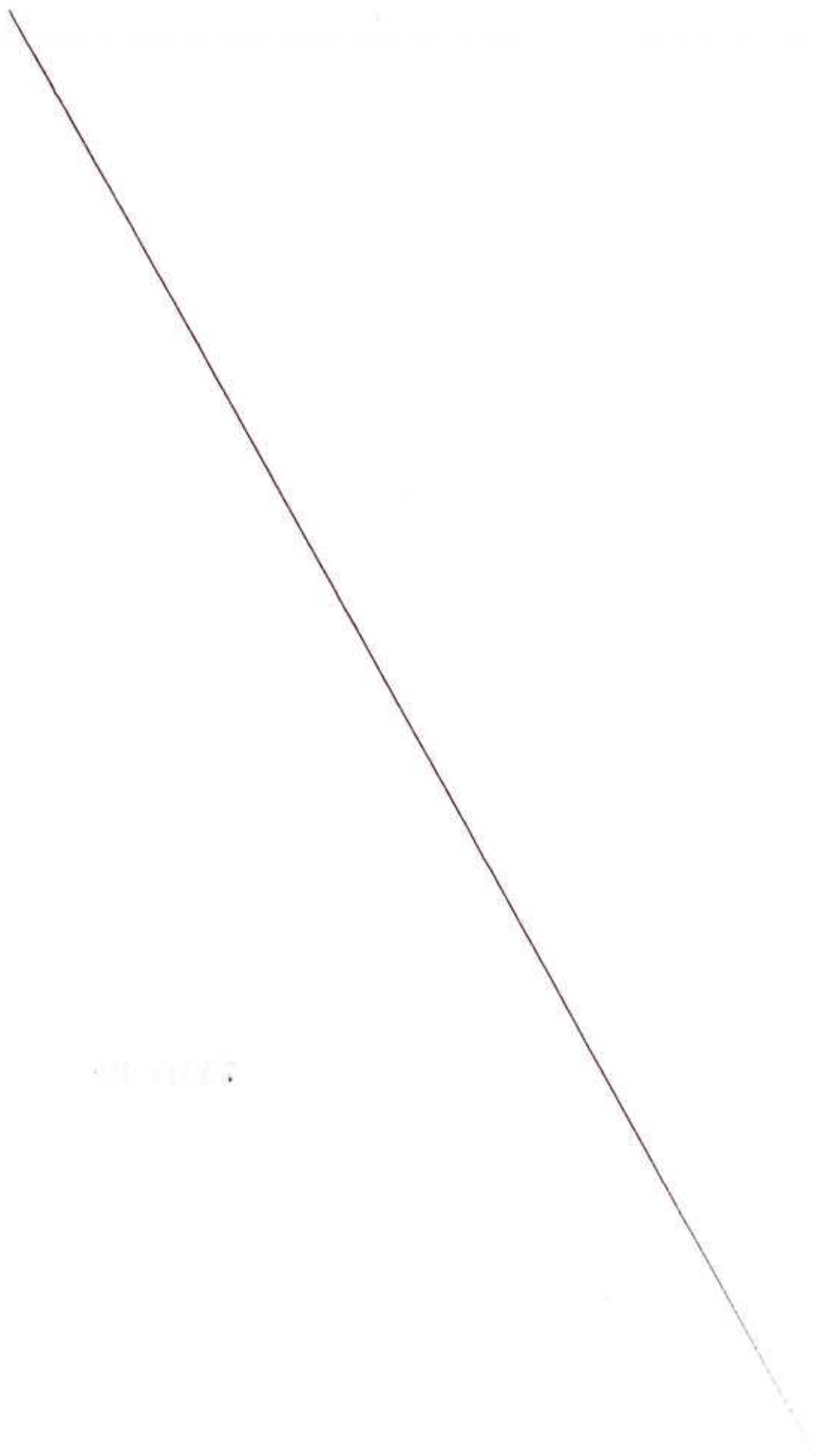
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **26 FEV. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS 2025

ASSOCIATION COMITE DEPARTEMENTAL D'EDUCATION A LA SANTE DU VAR

DEPLOIEMENT DU PROGRAMME « ORMA » DANS 4 ECOLES DU TERRITOIRE DE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

ENTRE

La Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE, sise 107 boulevard Henri Fabre à TOULON, représentée par son Président **en exercice**, agissant en vertu de la décision **DP N° 25 /** du 2025,

Ci-après désignée « La Métropole »,

ET

LE COMITE DEPARTEMENTAL D'EDUCATION POUR LA SANTE – VAR, ayant son siège social, à LA GARDE (83130), chez **Hôpital Georges Clémenceau**, 421 premier Bataillon Infanterie de Marine du Pacifique, représenté par son Président **André CABRERA**,

Ci-Après désignée « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Le Comité Départemental d'Education à la Santé du Var (CODES 83), implanté depuis 1957 et soutenu par l'Agence Régionale de Santé, est un acteur dont l'expertise est particulièrement reconnue dans ses actions de formation et de sensibilisation à la santé, dans toutes ses dimensions.

Récemment intégrée aux objectifs des Projets Alimentaires Territoriaux, la santé fait partie des sujets de sensibilisation visés par le parcours « En chemin vers l'alimentation durable » mis en place par le PAT TPM à destination des scolaires, et pour lequel un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) a été lancé.

Le CODES 83, membre du réseau du PAT TPM depuis 2024, a répondu à l'AMI afin de prendre part au parcours de sensibilisation en déployant le programme « ORMA » dans 4 écoles du territoire de TPM. Ce programme vise à sensibiliser les jeunes aux questions de santé, de nutrition et d'environnement à travers des ateliers de santé participative. Ce programme, mis en place sur le Var depuis 2015, répond parfaitement aux objectifs du parcours de sensibilisation, en traitant de sujets tels que :

- L'alimentation durable
- Le potager et le compost
- L'impact du plastique sur l'environnement
- L'eau.

Le CODES 83 s'inscrit parfaitement dans les objectifs du PAT en matière de sensibilisation à la santé et à la nutrition et répond aux attentes du parcours de sensibilisation « En chemin vers une alimentation durable » mis en place par le PAT TPM.

Les actions du CODES 83 sont financées en grande partie par l'Agence Régionale de Santé (ARS), mais le déploiement de formations ou d'actions ciblées requièrent des financements supplémentaires. Il sollicite un financement de 9 550 euros auprès de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE pour la mise en place de ce programme, co-financé par l'ARS.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au programme d'actions défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.
Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'Association s'engage à :

- Mettre en œuvre le programme d'actions, objet de la présente convention,
- En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous les documents informatifs ou promotionnels destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins et sur tous les équipements subventionnés le soutien apporté par Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site Internet www.metropoletpm.fr, rubrique « Communication » (pied de page),

- Pour les actions faisant partie de la mise en œuvre du Projet Alimentaire de Territoire labellisé de la Métropole TPM, le logo PAT devra également figurer au côté de celui de la Métropole,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'Association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'Association CODES 83 à hauteur de 9 000 euros pour déployer le programme « ORMA » dans 4 écoles situées sur le territoire de TOULON PROVENCE MEDITERRANEE prévu dans la convention.

Ce montant sera inscrit au Budget principal 2025, imputation 65748 – opération 1147 – Fonction 6312.

Le concours apporté à la réalisation du programme d'actions porte sur 32,66 % du montant des dépenses subventionnables, représentant la limite supérieure de la participation de la Métropole.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La subvention de **9 000 euros** sera versée à l'Association de la façon suivante :

- Un acompte de 70 %, soit **6 300 euros** à la signature par les deux parties de la présente convention
- Le solde, soit **2 700 euros** après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - o Un compte-rendu financier des actions réalisées en 2025 par le bénéficiaire, signé par le Président et le Trésorier. Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du programme d'actions ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - o Le rapport annuel d'activités 2025 évaluant l'impact des actions subventionnées,

- Procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant l'Assemblée Générale, visés par le Président et certifiés par le Trésorier (ou par un expert-comptable *si l'aide publique est supérieure à 75 000 euros*), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (*obligatoire pour les associations bénéficiant d'une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique :

- L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole,
- Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du programme d'actions. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du programme d'actions.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'Association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (*pour une aide publique inférieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (*pour une aide publique supérieure à 75 000 euros*).

L'Association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un Commissaire Aux Comptes (*pour une aide publique supérieure à 153 000 euros*).

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels.

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, L'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : ANNEXES

Les annexes I et II font partie intégrante de la convention.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'Association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'Association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'Association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'Association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Toulon, le

<p>Pour</p> <p>LE COMITE DEPARTEMENTAL D'EDUCATION POUR LA SANTE - VAR</p> <p>Le Président André CABRERA</p>	<p>Pour la Métropole</p> <p>TOULON PROVENCE MEDITERRANEE</p> <p>Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>
--	--

ANNEXE I :

L'Association s'engage à mettre en œuvre le programme d'actions visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

CONTEXTE

Le Comité Départemental d'Education à la Santé du Var (CODES 83) est une Association loi 1901 créée en 1957 et implantée à la Garde. Implanté depuis plus de 60 ans sur le territoire, et composé d'une équipe d'une trentaine de professionnels qualifiés, le CODES 83 est un acteur particulièrement reconnu dans ses actions de formation et de sensibilisation à la santé, dans toutes ses dimensions : santé mentale, santé environnementale, vie affective et sexuelle, parentalité, activité physique adaptée, santé au travail, nutrition, sommeil, etc.

Le CODES 83 met en œuvre la politique de santé publique et des actions de promotion de la santé auprès des professionnels, des institutions et des publics cibles de l'ensemble du territoire varois. Il travaille en lien avec le Comité Régional d'Education à la Santé (CRES PACA), ainsi qu'avec les autres CODES de la Région.

Organisme certifié "Qualiopi", le CODES 83 propose un large catalogue de formations aux enjeux de santé, parmi lesquels la nutrition. La précarité alimentaire est également abordée, notamment dans le cadre de la formation "Restaurer l'autre", à destination des professionnels du secteur social, afin de les accompagner sur les questions de nutrition pour des personnes en situation de précarité.

Plusieurs programmes sont destinés au public scolaire et périscolaire, tel que le programme "EDUCA'GOUT", qui forme les professionnels à l'équilibre nutritionnel, au gaspillage alimentaire, et à la redécouverte du goût, « ORMA », qui sensibilise les jeunes à la santé, à la nutrition et à l'environnement ou encore "Ratatouille & Cabrioles", un programme conçu pour s'adresser aux enfants d'écoles maternelles et leurs parents, tandis que le programme "FAC & COOK" vise à sensibiliser les étudiants varois au bien-manger.

Le bilan des activités réalisées en 2023 fait état de :

- 94 actions et formations réalisées
- 4 822 séances/temps d'échange organisés (+ 16% par rapport à 2022)
- 4 291 partenaires impliqués (+ 28% par rapport à 2022)
- 23 050 bénéficiaires (+ 7% par rapport à 2022)
- 300 visites au centre de ressource
- 20 8823 documents diffusés
- 3 417 abonnés à la newsletter.

Depuis 2015, le CODES 83 met en place avec le soutien de l'ARS un programme de sensibilisation du public jeune et de leurs encadrants aux questions **de nutrition et de santé environnementale**, intitulé « **ORMA** ».

Ce programme vise à développer les habitudes de vie des enfants et des jeunes à travers un travail de santé participative. Les thématiques abordées sont :

- L'alimentation durable
- Le potager
- Le compost
- L'impact du plastique sur l'environnement
- L'eau
- L'écomobilité
- Les risques auditifs et la pollution sonore.



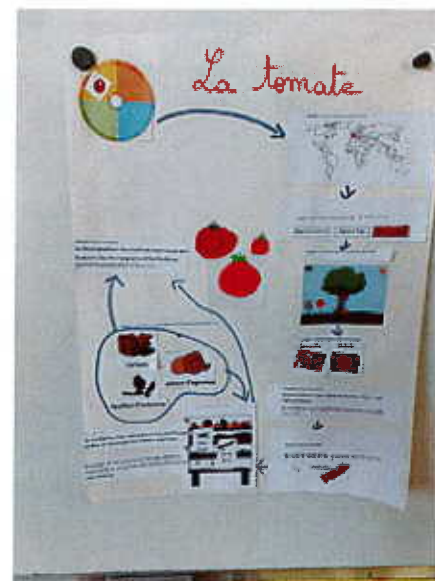
En 2023-2024, le CODES a mis en œuvre ce programme, avec :

- ✓ 8 structures participantes (écoles et ACM)
- ✓ 36 séances réalisées
- ✓ 21 professionnels associés
- ✓ 180 jeunes sensibilisés
- ✓ 7 outils créés.

Le CODES 83 a rejoint le réseau du PAT TPM en 2024.

L'ACTION « ORMA » 2025 du CODES 83

En 2025, le Comité départemental d'Education à la Santé du Var propose de s'associer au parcours de sensibilisation « En chemin vers l'alimentation durable » mis en place par le PAT TPM à destination des scolaires et qui vise à sensibiliser les enfants « de la graine au compost » sur les thématiques d'agriculture durable, de lutte contre le gaspillage alimentaire, de santé et d'alimentation durable. Pour se faire un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) a été lancé début janvier pour identifier les associations en mesure de mettre en place ce parcours. Le CODES 83 a répondu à cet AMI, proposant de déployer l'action « ORMA » pour 4 écoles du territoire de la Métropole TPM.



Le programme ORMA, consiste en :

- ✓ 1 réunion préparatoire avec les professionnels, pour présenter le programme et organiser sa mise en place
- ✓ 1 réunion de sensibilisation auprès de ces professionnels
- ✓ 5 séances de santé participative auprès d'un groupe d'enfants
- ✓ 1 temps de valorisation auprès des pairs, afin de partager les informations reçues et/ou les outils réalisés
- ✓ 1 réunion bilan pour clôturer le programme.

**ANNEXE II :
BUDGET PREVISIONNEL DE L'ACTION « ORMA » 2025**

DEPENSES en € TTC		RECETTES en € TTC	
Achats	450	Produits / Prestations	0
Autres fournitures	450		
Services extérieurs	0	Subventions d'exploitation	27 550
Autres services extérieurs	1 410	Etat : Agence Régionale de Santé	18 000
Déplacements, missions	1 410	Communes et Communautés de Communes	9 550
		- Métropole TPM – PAT : 9 550	
Impôts et taxes	0		
Charges de personnel	23 950		
Autres charges de gestion	1740		
TOTAL dépenses	27 550	TOTAL recettes	27 550

La subvention de 9 000 € représente 32,66 % du total des produits :
(montant attribué/total des produits) x 100.